

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://alger-republicain.com/Poursuite-de-la-greve-des-2250.html>

Poursuite de la grève des travailleurs de l'entreprise de Transports publics d'Alger, Etusa

- Luttés sociales en Algérie -
Publication date: lundi 7 décembre 2015

Description:

Pour plus de clarté, nous rappelons les faits évoqués dans un de nos précédents articles au sujet de l'ETUSA. Dans cet article nous avons relaté la cabale menée par la direction de cette entreprise contre Ait Medjane Djamel, président du Conseil de Participation, et les syndicalistes qui l'ont soutenu. Ils ont tous fait l'objet de mesures répressives de la part du Directeur Général. Après avoir été empêché pendant une année d'exercer la mission pour laquelle il avait été élu, le président du CP fut agressé dans son bureau par le chef de la sécurité et une dizaine de ses éléments. L'agression ordonnée par le DG se solda par des destructions, porte, vitre et autres objets. Elle a été motivée, selon le président du CP, par le seul objectif de lui subtiliser le cartable contenant des documents de travail et des papiers personnels, dont la carte CCP, qui ne lui ont pas été restitués à ce jour.

CP

07.12.15

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Pour plus de clarté, nous rappelons les faits évoqués dans un de nos précédents articles au sujet de l'ETUSA. Dans cet article nous avons relaté la cabale menée par la direction de cette entreprise contre Ait Medjane Djamel, président du Conseil de Participation, et les syndicalistes qui l'ont soutenu. Ils ont tous fait l'objet de mesures répressives de la part du Directeur Général. Après avoir été empêché pendant une année d'exercer la mission pour laquelle il avait été élu, le président du CP fut agressé dans son bureau par le chef de la sécurité et une dizaine de ses éléments. L'agression ordonnée par le DG se solda par des destructions, porte, vitre et autres objets. Elle a été motivée, selon le président du CP, par le seul objectif de lui subtiliser le cartable contenant des documents de travail et des papiers personnels, dont la carte CCP, qui ne lui ont pas été restitués à ce jour.

Malgré la plainte déposée auprès de la justice pour cette agression ainsi que les recours déposés auprès de l'inspection du Travail, la suspension depuis le 24 juin dernier du président du CP et de ses camarades n'a pas été levée. La liste des victimes de la « chasse aux sorcières » n'arrête pas de s'allonger.

Les démarches des travailleurs, privés de salaires depuis sept mois, ont fait intervenir d'autres parties, entre autres le ministère de tutelle et l'UGTA, ce qui a été, selon Ait Medjane Djamel, à l'origine du départ du DG, Karim Yacine. Son remplacement par l'installation d'une intérimaire, Mme Amel Ahmari, a été dénoncé par l'ensemble des travailleurs qui réclament la désignation d'un nouveau DG capable de faire face à la situation difficile que traverse l'ETUSA.

Au vu des déclarations de certains travailleurs, l'arrêt de travail observé depuis mercredi dernier par les travailleurs des différentes unités est l'expression de leur solidarité avec leurs camarades et leurs représentants syndicaux suspendus injustement par la direction de l'entreprise, et de leur mécontentement de la situation que vit leur entreprise.

Il est aussi l'expression de l'inquiétude qui grandit dans leurs rangs à l'écoute des débats au sujet de la nouvelle offensive des forces bourgeoises pour accaparer ce qui reste d'entreprises publiques « juteuses », de terres et d'argent sous prétexte de faire face à la crise.

Les rumeurs et parfois des déclarations de personnalités officielles au sujet du déploiement par l'entreprise Tahkout de centaines de bus dans la capitale les touchent directement. **Tahkout est une entreprise privée surgie du néant avec les libéralisations grâce à des appuis en haut lieu qui lui ont octroyée le monopole du transport des étudiants, des crédits illimités et une certaine arrogance dans l'accaparement des réserves foncières de l'entreprise publique SNVI.**

Une entreprise disposant à ce que l'on dit d'un parc de plus de 1000 bus dont ne peuvent même pas rêver les sociétés oligarchiques des USA ou d'ailleurs. Dans son édition du 6 décembre, *El-Watan* s'est fait l'écho des inquiétudes de nombreux travailleurs de l'entreprise à ce sujet :

« Serait-on en train de casser l'Etusa au profit de l'entreprise Tahkout qui vient d'obtenir l'accord du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, de déployer 1000 bus à travers la capitale », s'interrogent-ils. Ce n'est pas tout. « Le ministère des Transports ne s'est pas contenté de limoger M. Krim, mais a retiré 36% et 41% des actions de l'Etusa dans les sociétés de gestion du tramway d'Alger et des téléphériques ».

Ait Medjane Djamel et ses camarades n'ont pas apprécié les propos tenus à la chaîne nationale de TV A3 par le directeur des Transports de la wilaya d'Alger, membre du conseil d'administration de l'ETUSA.

« J'ai 27 ans dans l'entreprise, je suis de ceux qui ont accepté à la fin des années 90 de ne toucher que 50% de leur salaire pour permettre à l'entreprise de se relancer. Ce monsieur qui accuse les travailleurs partant en retraite de demander une augmentation de salaire, ignore qu'il s'agit d'un droit réglementaire qui leur octroie deux échelons à leur départ en retraite. Il parle de décision de justice contre les syndicalistes, qu'il accuse de tous les maux et surtout d'être les instigateurs des mouvements de protestation, alors qu'à ce jour aucun jugement n'a été rendu. Je lui demande de nous expliquer pourquoi il n'a jamais dénoncé ou empêché le DG d'affecter de manière permanente un véhicule et un chauffeur pour transporter sa mère et qu'il continue à le faire à ce jour, même après avoir été démis de ses fonctions ? »,

a déclaré non sans colère Ait Medjane Djamel.

Au même titre que toutes les autres entreprises publiques, l'ETUSA et ses travailleurs sont victimes de la politique d'un régime qui ne se préoccupe aucunement des buts de son existence. Cette politique n'est motivée que par les intérêts d'une meute de prédateurs qui se déchaînent ouvertement pour assouvir leur soif de profits faciles.

Depuis la chute des recettes pétrolières, leur offensive a été encouragée par **l'intensification de la campagne idéologique menée dans les médias de masse écrits ou audio-visuels en vue de faire disparaître les derniers vestiges du secteur public** et de mettre fin à ce qu'ils qualifient avec mépris de politique « populiste » destinée à « *acheter la paix sociale* ». Entendre par cette expression insultante, les luttes menées par les travailleurs pour que les recettes pétrolières leur profitent à eux aussi et non à la seule minorité des possédants enrichis depuis les libéralisations des années 1990 et surtout depuis la hausse faramineuse de ces recettes aux débuts des années 2000.

Si les journalistes qui ont animé cette offensive ont changé de fusil d'épaule en feignant de déplorer aujourd'hui la remise en cause du « caractère social de l'Etat algérien », ce ne sont que des larmes hypocrites pour régler leurs comptes avec Bouteflika en exploitant la montée du mécontentement des travailleurs, provoqués par la politique de classe poursuivie par lui et avant lui par tous ses prédécesseurs depuis Chadli, en faveur de la bourgeoisie, politique de classe qu'ils évitent de dénoncer. Au mieux leurs écrits qui ont ouvert la voie à l'offensive des prédateurs, sont le signe d'une inconstance infantile au service de forces qui les manipulent en long en large et qui tentent à travers eux de manipuler les travailleurs comme ils l'avaient fait en octobre 1988.

Car le grand problème pour les travailleurs est d'agir pour un changement radical de régime et de politique. Il s'agit pour eux, non de remplacer Hadj Moussa par Moussa Hadj, mais de refuser de payer les conséquences d'une crise économique provoquée par la course à l'enrichissement par l'accaparement des revenus pétroliers et l'exploitation des travailleurs, de lutter pour l'avènement d'un pouvoir à leur service et sous leur contrôle démocratique.

C.P.
08.12.15